

# Plaidoyer

## Mobilité Durable

### 2026



Mères

au



front

# Élections provinciales 2026

Le Québec fait face aujourd'hui à une série de crises qui touchent directement la qualité de vie de la population : hausse du coût de la vie, crise climatique, congestion routière, difficultés d'accès au logement, perte de milieux naturels et pression croissante sur les finances publiques. Devant ces défis, les choix politiques des prochaines années seront déterminants.

**Dans ce contexte, investir massivement dans le transport collectif n'est plus simplement une question de mobilité : c'est un choix de société.** C'est un investissement stratégique pour réduire les dépenses des familles, renforcer l'économie québécoise, améliorer la santé publique, lutter contre les changements climatiques et assurer un développement plus équitable du territoire.

À l'approche des élections provinciales de 2026, nous demandons aux candidates et candidats de faire de la mobilité durable une priorité nationale.

.

# Le transport collectif : une réponse concrète au coût de la vie

Posséder une voiture coûte de plus en plus cher. Entre l'essence, les assurances, les paiements, l'entretien et le stationnement, l'automobile représente désormais le 2<sup>e</sup> poste de dépenses des ménages québécois. Selon l'Alliance TRANSIT, un véhicule neuf coûte en moyenne près de 15 000 \$ par année.



**Dans un contexte où les coûts du logement et de l'alimentation augmentent rapidement, plusieurs familles n'ont plus les moyens d'assumer cette dépendance à l'automobile.**

**Pourtant, faute d'alternatives efficaces, elles y sont contraintes.**

Le développement du transport collectif constitue donc une mesure directe pour réduire le coût de la vie. Lorsqu'un ménage peut se passer d'une deuxième voiture — ou même d'une voiture tout court — les économies sont considérables. L'Alliance TRANSIT estime que les dépenses liées au transport peuvent être réduites de 50 à 75 % grâce à des alternatives à l'auto solo.



# Le transport collectif : une réponse concrète au coût de la vie

Le transport collectif est également un enjeu d'équité sociale. Près du tiers de la population ne possède pas de permis de conduire. Les jeunes, les personnes âgées, les nouveaux arrivants, les personnes à faible revenu ou vivant avec certaines limitations physiques dépendent d'un réseau de transport accessible et efficace pour accéder à l'emploi, à l'éducation, aux soins et aux services. Investir dans le transport collectif, c'est offrir davantage de liberté et d'autonomie à toute la population, peu importe l'âge ou le revenu.

***Investir dans le transport collectif, c'est offrir davantage de liberté et d'autonomie à toute la population, peu importe l'âge ou le revenu.***



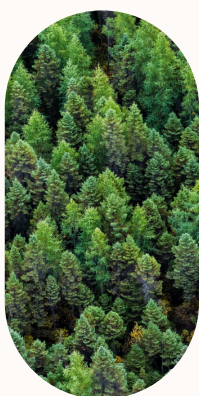
# Une nécessité climatique et environnementale

Le secteur des transports représente environ 43 % des émissions de gaz à effet de serre du Québec. Il s'agit de loin du principal secteur émetteur. Le Québec et le Canada se sont pourtant engagés à atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

**Cet objectif sera impossible à atteindre sans une transformation majeure de nos habitudes de déplacement.**



Le modèle basé sur l'auto solo entraîne également une consommation immense d'espace et de ressources. Routes, échangeurs, stationnements et étalement urbain occupent des superficies considérables qui pourraient autrement servir à protéger les milieux naturels, créer des parcs, aménager des infrastructures vertes ou développer des quartiers plus résilients face aux changements climatiques.



Le transport collectif permet de déplacer davantage de personnes avec moins d'espace, moins de matériaux et moins d'énergie. Une augmentation de l'offre de transport collectif favorise donc simultanément :

- la réduction des émissions de GES ;
- la protection de la biodiversité ;
- l'amélioration de la qualité de l'air ;
- l'adaptation aux changements climatiques ;
- la création de milieux de vie plus conviviaux et sécuritaires.

**Dans un contexte où les épisodes de chaleur extrême, les inondations et les événements météorologiques se multiplient, le Québec doit cesser de développer son territoire autour de la voiture et investir dans des collectivités plus compactes, plus vertes et mieux desservies.**



# Un choix économique intelligent pour le Québec

*Le transport collectif un puissant levier économique.*

Chaque année, la congestion routière coûte des milliards de dollars au Québec. Selon l'Observatoire du Grand Montréal, les coûts de la congestion dans la région métropolitaine atteignent environ 6 milliards de dollars annuellement. Temps perdu, retards de livraison, baisse de productivité et augmentation des coûts logistiques nuisent directement à la compétitivité de notre économie.

**À l'inverse, le transport collectif permet de déplacer un plus grand nombre de personnes plus efficacement et à moindre coût.**



Selon la Chambre de commerce du Montréal métropolitain :

- déplacer une personne coûte environ 0,16 \$ du kilomètre en transport collectif contre 0,47 \$ en automobile ;
- une dépense en transport collectif génère 2,8 fois plus d'emplois et 2,6 fois plus de valeur ajoutée qu'une dépense équivalente liée à l'automobile.

Le Québec ne fabrique pas de voiture ni de pétrole, mais il possède une expertise reconnue dans la fabrication d'autobus, de wagons, d'équipements électriques et d'infrastructures de transport. Investir dans le transport collectif, c'est donc investir dans des emplois d'ici, dans notre industrie et dans notre savoir-faire.

À l'inverse, la dépendance à l'automobile contribue à un important déficit commercial. Selon des données citées par l'Alliance TRANSIT, l'automobile et le pétrole représentent un déficit de 25 milliards de dollars dans la balance commerciale du Québec.

**Continuer à investir massivement dans l'élargissement du réseau routier au détriment du transport collectif constitue un non-sens tant économique qu'environnemental.**



# Un enjeu de santé publique et de qualité de vie

*La mobilité durable est aussi une question de santé publique.*

L'association québécoise des médecins pour l'environnement soutient que la réduction du transport automobile améliore la qualité de l'air et contribue à diminuer plusieurs problèmes de santé liés à la pollution atmosphérique. Le transport collectif et les modes actifs augmentent également le niveau d'activité physique de la population, notamment par la marche quotidienne associée aux déplacements. Ces bénéfices ont des répercussions positives sur l'économie québécoise en réduisant les coûts du système de santé.

Au-delà de la santé physique, le développement du transport collectif améliore la qualité des milieux de vie. Moins d'espace consacré aux voitures signifie davantage d'espace pour les arbres, les parcs, les espaces publics, les commerces de proximité et les lieux de rencontre.

Les villes les plus agréables à vivre dans le monde sont aussi celles qui investissent massivement dans les transports collectifs et actifs.



# Le Québec doit changer de cap

Malgré les engagements pris dans la Politique de mobilité durable 2030 adoptée en 2018, aucun véritable plan d'action cohérent n'a été mis en œuvre au cours des dernières années.

Pire encore, les investissements publics continuent de favoriser le réseau routier. Selon l'Alliance TRANSIT, le budget 2026 consacre 73,6 % des investissements en transport au réseau routier, loin de l'objectif d'équilibre 50-50 pourtant promis à plusieurs reprises par le gouvernement.

Le Québec accuse également un retard important dans la mise en place de mécanismes de financement pérennes pour le transport collectif et le maintien des actifs. Cette situation doit changer.



*Pour l'avenir  
de nos enfants*



# Nos demandes aux partis politiques

À l'occasion des élections provinciales de 2026, nous demandons aux partis politiques et aux candidat-e-s de s'engager à :

## 1. Adopter une vision stratégique de la mobilité durable

- Reconnaître le transport collectif comme un service public essentiel.
- Promouvoir une réflexion transpartisane sur le développement du transport durable.
- Étendre la tarification sociale à tous les groupes vulnérables.
- Favoriser un aménagement du territoire réduisant la dépendance à l'automobile.

## 2. Rééquilibrer les investissements en mobilité

- Atteindre un équilibre 50-50 entre les investissements dans le réseau routier et le transport collectif, conformément au Plan pour une économie verte.
- Prioriser le maintien des actifs.
- Augmenter la contribution du marché du carbone et du Fonds des générations pour la mobilité durable.

# Nos demandes aux partis politiques

## 3. Assurer un financement durable

- Instaurer des péages pour financer l'entretien des infrastructures routières.
- Indexer les taxes sur l'essence et l'immatriculation.
- Instaurer une taxe spéciale sur les camionnettes et gros VUS (sauf exception pour les véhicules commerciaux).
- Cesser le financement de nouveaux projets de ponts et de routes provinciales (sauf exception justifiée).
- Faciliter la mise en place d'outils de financement régionaux par les municipalités.

## 4. Optimiser l'efficacité des réseaux de transport collectif

- Réévaluer l'exclusivité du REM sur les trajets vers les grands centres.
- Favoriser les projets qui cherchent à optimiser l'arrimage des réseaux métropolitains.
- Développer des nouveaux modèles de transport adaptés aux milieux ruraux.

# Conclusion

Le Québec possède tous les outils nécessaires pour devenir un leader nord-américain de la mobilité durable. Les bénéfices sont connus : réduction du coût de la vie, amélioration de la santé, création d'emplois locaux, diminution de la congestion, protection de l'environnement et lutte contre les changements climatiques.

Ce qui manque aujourd'hui, ce n'est pas la connaissance des solutions. C'est la volonté politique.

Les élections provinciales de 2026 représentent une occasion cruciale de changer de direction et de bâtir un Québec plus sobre, équitable, résilient et prospère.

Investir dans le transport collectif, ce n'est pas une dépense. C'est un investissement dans notre avenir collectif.



Mères

au

front

